Début du procès de militaires pour le massacre de civils en 2006 à Muyinga

@rib News, 14/10/2008 â€“ Source AFPLe procÃ¨s des assassins prÃ©sumÃ©s d'une trentaine de civils en 2006, dans un camp militaire de la province de Muyinga (est), a dÃ©butÃ© mardi devant la cour militaire du Burundi sur les lieux du crime en l'absence du principal accusÃ©, a-t-on appris de sources concordantes."Le procÃ¨s des assassins prÃ©sumÃ©s de civils dans le camp militaire de Mukoni (province de Muyinga, Ã 220 km Ã l'est de Bujumbura) a dÃ©butÃ© ce (mardi) matin devant la cour militaire qui siÃ¨ge sur les lieux mÃªmes de ce drame", a annoncÃ© le porte-parole de l'armÃ©e, le lieutenant-colonel Adolphe Manirakiza.
"Vingt-quatre soldats sont poursuivis dans ce dossier, mais ce procÃ¨s se tient en l'absence du principal accusÃ©, le colonel Vital Bangirinama, qui a fuit le pays entre-temps", a prÃ©cisÃ© l'officier burundais.La cour militaire s'Ã©tait dÃ©clarÃ©e incompÃ©tente en juin, invoquant la prÃ©sence parmi les 24 soldats accusÃ©s de deux hommes dÃ©mobilisÃ©s mais la cour suprÃªme du Burundi avait invalidÃ© cette dÃ©cision au motif que les deux hommes Ã©taient soldats Ã l'Ã©poque des faits."Nous espÃ©rons cette fois que le procÃ¨s va aller jusqu'au bout", a dÃ©clarÃ© Me DÃ©o Ndikumana, un des avocats de la dÃ©fense, joint par tÃ©lÃ©phone.En juillet 2006, des civils accusÃ©s d'Ãªtre des collaborateurs de la rÃ©bellion des Forces nationales de libÃ©ration (FNL) avaient Ã©tÃ© arrÃªtÃ©s et emprisonnÃ©s dans le camp militaire de Mukoni (est). Trente et un d'entre eux avaient Ã©tÃ© sommairement exÃ©cutÃ©s."Ce procÃ¨s est une farce. On ne peut pas s'attendre Ã un procÃ¨s Ã©quitable quand il y a eu intervention au plus haut sommet de l'Etat pour empÃªcher l'arrestation du principal accusÃ©", a estimÃ© Pierre Claver Mbonimpa, prÃ©sident de l'Association pour la protection des personnes dÃ©tenues et des droits humains (Aprodeh).Le prÃ©sident burundais Pierre Nkurunziza a reconnu Ã plusieurs reprises s'Ãªtre opposÃ© Ã l'arrestation du colonel Bangirinama pour des raisons de sÃ©curitÃ©.Depuis 2006 et la signature d'un accord de cessez-le-feu entre Bujumbura et les FNL, dernier groupe rebelle actif du pays, le Burundi tente d'en finir avec une guerre civile dÃ©butÃ©e en 1993 et qui a fait 300.000 morts.